

Novembre 2025



La dernière lettre trimestrielle 2025 des Centres Europe Direct franciliens !

L'Union européenne face aux incendies : une solidarité renforcée grâce au mécanisme de protection civile



Chaque année, dans l'Union européenne (UE), les incendies détruisent en moyenne 353 000 hectares de forêt, un phénomène accentué par le changement climatique. Pour faire face à cette menace croissante, et qui revient pratiquement dans l'actualité chaque été, l'UE déploie un important dispositif de solidarité : le mécanisme de protection civile européen, un pilier de la réponse européenne aux catastrophes naturelles.

Une mobilisation européenne pour la saison estivale

Face aux risques élevés pour l'été 2025, 641 pompiers venus de 14 pays européens ont été déployés sur des zones à haut risque, dont le sud de la France, la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Ils viennent renforcer les capacités locales lors des périodes critiques. Des moyens aériens conséquents, 22 avions et 4 hélicoptères, sont également prépositionnés dans 10 États membres, prêts à intervenir rapidement pour contenir les départs de feu. A titre d'exemple, en juillet dernier, la France a bénéficié du soutien d'une soixantaine de pompiers roumains prépositionnés dans le sud du pays lors d'un incendie près de Perpignan.

Outre ces renforts humains et matériels, 19 équipes de pompiers au sol, composées d'environ 30 professionnels chacune, restent en alerte permanente pour une mobilisation rapide. Une cellule d'experts est aussi prête à fournir une assistance technique et évaluer l'évolution des incendies sur le terrain.

Une coordination centrale et un filet de sécurité commun

L'ensemble de ces opérations est coordonné depuis Bruxelles par le Centre de coordination de la réaction d'urgence, opérationnel 24 heures sur 24. Ce centre assure la répartition rapide des ressources là où les besoins sont les plus urgents, garantissant ainsi une action collective rapide et cohérente à l'échelle européenne. En cas de saturation des moyens nationaux, les États peuvent aussi faire appel à rescEU, une réserve stratégique composée de capacités européennes partagées qui agissent comme un filet de sécurité ultime.

Une solidarité européenne qui dépasse les frontières de l'UE

Le mécanisme de protection civile de l'UE ne se limite pas aux seuls États membres. Il est également ouvert à dix pays partenaires (dont la Norvège, la Turquie ou encore l'Ukraine), illustrant ainsi la dimension solidaire et internationale de l'action européenne. Au-delà des incendies, ce mécanisme intervient lors de nombreuses situations d'urgence : séismes, pandémies, inondations ou crises humanitaires. Il s'est ainsi illustré récemment en Ukraine, en Turquie, ou encore lors de la pandémie de Covid-19.

Un enjeu écologique, humain et économique

Les incendies de forêt ne sont pas seulement des catastrophes naturelles : ils provoquent des pertes humaines, des dégâts économiques (estimés à 2 milliards d'euros chaque année), des émissions massives de CO2, et contribuent à la dégradation de la biodiversité et des sols. Dans un rapport publié en juin 2025, la Cour des comptes européenne souligne ces impacts multiples et plaide pour une meilleure coordination entre les politiques nationales et les financements européens. Car si la politique forestière reste une compétence des États membres, l'UE joue un rôle de plus en plus central dans la prévention, la solidarité et la reconstruction.





Novembre 2025



Le programme Erasmus+



Le programme Erasmus+ constitue une initiative majeure de l'Union européenne pour promouvoir la mobilité et la coopération dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport pour la période 2021–2027. Disposant d'un budget estimé entre 26 et 28 milliards d'euros, il soutient les mobilités académiques (études, stages), les partenariats internationaux, les projets pédagogiques et les actions sportives. En France, plus de deux millions de personnes ont bénéficié de ce programme depuis 1987, avec une accélération notable de la participation au cours de la dernière décennie.

Objectifs et axes du programme

Erasmus+ repose sur trois axes principaux : la mobilité des étudiants, stagiaires, personnel enseignant ou encadrant ; la coopération entre établissements ; et l'appui aux politiques éducatives comme l'initiative Jean Monnet. Les priorités transversales incluent l'inclusion sociale, la transition écologique, la transformation numérique et la participation démocratique des jeunes. Ces orientations soulignent l'ambition d'Erasmus+ : dépasser l'échange d'étudiants pour stimuler une Europe solidaire, innovante et durable.

Avantages pour les participants et les établissements

Pour les individus, participer à Erasmus+ renforce les compétences linguistiques et interculturelles, développe l'autonomie personnelle, et améliore considérablement l'employabilité grâce à une expérience internationale valorisée. Pour les établissements, l'engagement dans Erasmus+ favorise l'innovation pédagogique, le renforcement des réseaux académiques et professionnels, ainsi que la diffusion de pratiques éducatives innovantes.

Illustration : le projet Erasmus+ porté par le Département de Seine-et-Marne

Dans le cadre de ses compétences en matière d'éducation, le Département de Seine-et-Marne s'est engagé dans un projet Erasmus+ intitulé « Prévenir le harcèlement et le décrochage scolaire par de nouvelles méthodes ». Cette initiative s'inscrit dans la continuité du plan départemental de lutte contre le harcèlement et le décrochage, en complément du programme national PHARE. Le projet vise à enrichir le second volet de la stratégie départementale, prévu pour la rentrée 2026, en s'inspirant de méthodes éprouvées ailleurs en Europe. Pour ce faire, dix agents de la sous-direction Jeunesse, réussite éducative et innovation pédagogique effectueront des mobilités d'observation en Croatie et en Allemagne, afin de découvrir de nouvelles approches éducatives, de prévention et d'inclusion. En parallèle, quatre experts européens seront invités en Seine-et-Marne pour partager leur expérience et évaluer l'adaptation locale des pratiques observées. Ce projet vise trois objectifs principaux : exposer les agents à des systèmes éducatifs différents, intégrer de nouveaux outils de prévention dans les collèges du territoire et améliorer le climat scolaire. Les enseignements tirés bénéficieront à l'ensemble des 73 900 collégiens du département, en renforçant les capacités d'intervention des équipes éducatives face aux situations de harcèlement et de décrochage



Novembre 2025



Le sommet UE - Union Africaine à Luanda



EUROPE DIRECT
Saint-Germain-en-Laye

Sommet UE-UA à Luanda : un nouveau chapitre pour 25 ans de partenariat

Les 24 et 25 novembre, Luanda accueille les dirigeants de l'Union européenne et de l'Union africaine pour un sommet consacré à un objectif commun : "Promouvoir la paix et la prospérité grâce à un multilatéralisme efficace". Cet événement marque les 25 ans du partenariat UE-UA, né au Caire en 2000, ainsi que les 50 ans d'indépendance de plusieurs États africains. Co-présidé par le président angolais João Lourenço et le président du Conseil européen António Costa, le sommet réunira également Ursula von der Leyen, Mahmoud Ali Youssouf et plusieurs chefs d'État, dont Emmanuel Macron.

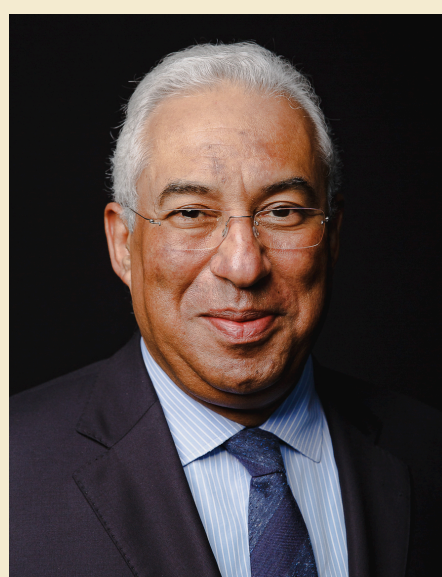
Trois ans après leur dernière rencontre à Bruxelles, Européens et Africains comptent approfondir leur collaboration autour de sujets centraux : paix, sécurité, gouvernance, migrations et mobilité. Ces deux journées seront structurées autour de sessions thématiques visant à définir de nouvelles priorités opérationnelles et à renforcer des initiatives déjà en cours, dans un contexte géopolitique international en profonde mutation.

Le sommet s'inscrit dans la Vision UA-UE 2030 et l'Agenda 2063. Avec un continent africain en pleine croissance démographique et économique — 1,4 milliard d'habitants — et une Europe désireuse de diversifier ses partenariats, l'enjeu est de renforcer l'intégration économique africaine, d'accélérer les investissements et d'intensifier les échanges intercontinentaux.

L'initiative Global Gateway, au centre de la stratégie européenne d'investissement, occupera une place majeure dans les discussions. Plus de 150 milliards d'euros sont déjà engagés pour soutenir des projets d'infrastructures, d'énergie, de connectivité et de transition numérique en Afrique. Pour l'UE, il s'agit de consolider une relation fondée sur la confiance, tout en réaffirmant son rôle de premier partenaire commercial et investisseur du continent.

Au-delà de la coopération économique, le sommet de Luanda vise également à repenser les modalités du multilatéralisme entre les deux continents. Face aux défis globaux — climat, sécurité alimentaire, transitions énergétiques — l'Afrique occupe une place de plus en plus stratégique. Les dirigeants entendent ainsi affirmer une vision commune pour une gouvernance internationale plus inclusive, où les pays africains jouent un rôle accru dans les instances décisionnelles.

En réunissant à nouveau les dirigeants des deux continents, Luanda offre l'occasion de transformer 25 ans de partenariat en un agenda renouvelé, plus équilibré et orienté vers l'avenir. Ce sommet pourrait ainsi marquer une étape décisive dans la construction d'un espace euro-africain plus coopératif, plus stable et plus prospère.





Les rythmes scolaires en Europe



Les calendriers scolaires varient considérablement d'un pays européen à l'autre. Si la plupart des élèves bénéficient de 100 à 120 jours de vacances par an, la répartition de ces congés, leur durée et le rythme de l'année scolaire diffèrent largement selon les États... voire les régions !

Prenons la France, où les élèves profitent d'environ 16 semaines de vacances par an. C'est l'un des chiffres les plus élevés en Europe, avec une particularité : un rythme avec des coupures régulières.

Mais cette générosité en nombre de semaines masque une durée d'été plus courte que chez certains voisins (8 semaines contre 11 à 13 en Italie, Grèce ou Roumanie).

Enfin, les calendriers tiennent aussi compte du climat. En Espagne ou en Italie, les longues vacances d'été permettent d'éviter les fortes chaleurs. En effet, chaque modèle reflète une vision propre du temps scolaire entre équilibre pédagogique, réalités culturelles et décisions politiques.

Ailleurs, la situation est contrastée. En Allemagne ou au Danemark, les vacances annuelles ne dépassent pas 10 semaines dans certains cas, tandis qu'en Estonie ou en Lituanie, elles montent jusqu'à 17 semaines. Les calendriers sont parfois définis localement : les Länder allemands ou les cantons suisses fixent leurs propres dates de rentrée et de congés.

Ainsi, à Berlin, la rentrée peut se faire le 2 septembre, mais le 9 septembre en Bavière. De plus, la durée des vacances est en lien avec le volume d'enseignement. Par exemple, en France les journées sont denses et longues avec des vacances régulières, tout l'inverse de l'Allemagne.

Si l'idée d'un rythme scolaire harmonisé au niveau européen fait son chemin – comme c'est le cas avec les crédits ECTS ou le projet de diplôme européen –, l'éducation reste un domaine où les réalités nationales et locales continuent de primer.

 Carte à consulter : Durée moyenne des vacances scolaires par pays en Europe

SOURCES :

<https://www.touteurope.eu/societe/comparatif-la-duree-des-vacances-scolaires-en-europe/>

<https://www.touteurope.eu/societe/podcast-rentree-scolaire-en-europe-diversite-des-rythmes-et-des-pratiques/>

